

Note d'information du Groupe de Travail Cotonou de CONCORD

ACCES A L'ENERGIE ET ERADICATION DE LA PAUVRETE

L'énergie dans l'agenda mondial

La question de l'accès universel à l'énergie est, à juste titre, montée en puissance au sein du débat international. Ainsi, l'initiative *L'énergie Durable pour Tous (SE4All)* du Secrétaire Général des Nations Unies, et plus récemment la déclaration de l'Assemblée Générale consacrant la période 2014-2024 comme « Décennie pour rendre les énergies renouvelables accessibles à tous », soulignent l'importance de l'énergie pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté, ainsi que pour l'élaboration du programme post-2015 pour le développement.

Défis

Malgré une prise de conscience mondiale croissante, l'accès à l'énergie continue de poser problème dans les pays en développement, entraînant des millions de personnes dans l'extrême pauvreté et conduisant à un creusement des inégalités. Environ 20% de la population mondiale, soit 1.3 milliards d'êtres humains, vivent sans électricité. C'est particulièrement vrai dans les zones rurales et périurbaines des pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), où le taux moyen d'accès à l'électricité est de 10% seulement, atteignant même 1% dans certains pays. De plus, 2.7 milliards de personnes dans les pays en développement n'ont pas accès aux combustibles et technologies modernes pour cuisiner, et doivent compter sur la biomasse traditionnelle pour cuisiner et se chauffer. On dénombre plus de 3 millions de décès par an, en grande majorité des femmes et des enfants, causés par les pollutions internes générées par l'utilisation de combustibles traditionnels. La mauvaise gestion des ressources naturelles utilisées comme combustibles traditionnels a aussi pour conséquence la déforestation et la désertification. Exacerbant ainsi les effets et les causes du changement climatique.

Même lorsque des services de distribution d'énergie sont disponibles, des millions de personnes ne peuvent pas en bénéficier faute de moyens suffisants pour les payer ; ce qui se traduit par un accès à l'énergie inégal, touchant en particulier les femmes, les enfants et les populations vulnérables.

La demande croissante en eau, en nourriture, en biens de consommation tout comme en énergie, constitue un défi supplémentaire. Ajoutées à une urbanisation croissante et une consommation générale en hausse, en particulier dans les pays développés, ces tendances produisent sans aucun doute des effets alarmants, non seulement sur les réserves d'énergie, mais également sur le climat and les ressources naturelles. Ceci nous invite à un changement profond des schémas et des priorités politiques relatifs à la consommation et au gaspillage ambiants.

Dans le nouveau cadre politique de la coopération au développement de l'UE, *le Programme pour le Changement*, les énergies renouvelables sont identifiées comme l'un des secteurs pouvant avoir un puissant effet multiplicateur sur l'économie des pays en développement, contribuant ainsi à l'éradication de la pauvreté, à la protection de l'environnement ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique et à sa prévention. D'après les premiers retours d'information concernant la programmation de l'UE relative à la coopération au développement, il apparaît que l'énergie est souvent choisie comme l'un des secteurs à soutenir en priorité.

Sur la base de ce cadre politique, l'UE a promu des programmes divers et variés. Dans le cadre du programme des Nations Unies *L'Energie Durable pour Tous*, l'initiative de l'UE «*De l'énergie pour doper le développement*» vise à fournir un accès à l'énergie renouvelable à 500 millions de personnes supplémentaires dans les pays en développement d'ici 2030. Dans le cadre de ce programme, l'UE a récemment annoncé un soutien supplémentaire (10 millions d'€) visant à renforcer l'accès aux énergies renouvelables dans les Iles du Pacifique, en rendant l'énergie abordable et sûre pour les habitants les plus pauvres des régions reculées du Pacifique. L'UE soutient également des programmes pour l'énergie à travers le partenariat énergétique de la Stratégie conjointe Afrique-UE. Une *Facilité ACP-UE pour l'Energie* spécifique consacre des fonds à l'amélioration de l'accès aux services d'énergies renouvelables dans les zones rurales et périurbaines, tout en combattant le changement climatique. La Facilité vise à promouvoir l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et les mesures d'efficacité énergétique. Le dernier appel à propositions (Mars 2013) met l'accent sur l'électrification rurale tout en promouvant la systématisation des modèles reproductibles ayant fait leur preuves, ce afin qu'ils bénéficient durablement au plus grand nombre.

Recommandations

En finir avec la pauvreté énergétique et assurer un accès croissant aux énergies renouvelables pour tous nécessite une action spécifique et soutenue :

- **S'assurer que les futurs programmes énergétiques UE-ACP**, qu'ils relèvent des instruments géographiques ou des instruments thématiques, sont centrés sur les objectifs de développement et d'éradication de la pauvreté.
- **Promouvoir une approche multipartite** -qui inclue également de manière responsable le secteur privé-, afin de construire le cadre de gouvernance capable de garantir l'accès des plus pauvres à des services énergétiques sûrs, renouvelables, fiables et abordables pour tous. Il est particulièrement important de s'assurer de l'implication et de la participation des organisations de la société civile, comme le stipule l'initiative de *L'énergie Durable pour Tous*¹.
- **Investir de manière croissante et cohérente** : pour soutenir un ensemble équilibré de projets à petite ou grande échelle, qui peuvent fournir à différents niveaux et dans différents contextes, des solutions pour réaliser les droits des populations locales, tout en respectant des normes strictes de protection de l'environnement².
- **Assurer l'échange d'expertise, le développement des capacités et les transferts de technologies vers et depuis les pays en développement**, leur permettant ainsi de passer directement à des technologies et des innovations respectueuses de l'environnement, là où elles sont viables. Le manque d'expertise technique et de capacités a été identifié comme un obstacle majeur à l'augmentation en approvisionnement énergétique des pays en développement. L'UE devrait répondre à ces besoins et soutenir des programmes qui facilitent l'échange des bonnes pratiques et de l'expertise, notamment au-travers de partenariats public-privé axés sur le développement, mais aussi via l'extension des solutions locales et la promotion de la coopération Sud-Sud (tout particulièrement dans le cadre de projets à petite échelle et d'actions portées par la société civile).
- **En finir avec les subventions aux énergies fossiles** contribuera également à faire de l'énergie durable pour tous une réalité de terrain, et à répondre aux changements climatiques. L'économie réalisée pourrait être investie dans des énergies propres et renouvelables, la promotion des économies d'énergie, et permettrait de débloquer des fonds conséquents pour financer des politiques sociales en faveur des plus pauvres³.

L'Assemblée Parlementaire Paritaire ACP-UE devrait également être vue comme une opportunité pour discuter des problématiques de l'énergie dans l'élaboration de l'agenda post-2015. Comme établi dans la déclaration RIO+20, l'Energie Renouvelable pour tous est essentielle à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles opportunités pour la croissance et la prospérité au niveau mondial. Il faudrait également intégrer à l'agenda post-2015 pour le développement une approche de faible empreinte carbone, afin de réduire la pauvreté et les inégalités mondiales tout en restant dans les limites de notre planète et de ses capacités à nous porter, nous et les générations à venir. Ce cadre de développement devrait également se concentrer sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergie, ainsi que sur des services de fourniture d'énergie à faible empreinte écologique, équitables et fiables pour tous. Les problématiques énergétiques ne devraient pas être traitées comme un problème isolé, mais selon une approche globale qui permette de s'attaquer aux défis qui y sont liés, tels que le droit à l'alimentation, à l'eau, à la santé et l'éducation, la question du genre, la durabilité environnementale, le développement de marchés, la création d'emplois et le respect de la biodiversité et des écosystèmes.

Pour plus d'information, visitez <http://www.concordeurope.org/>

¹ Elle attribue aux OSC un rôle fondamental " dans l'identification, le plaidoyer et l'observation des politiques publiques et des agissements du secteur privé ; dans la mobilisation de l'innovation sociale et de l'action de terrain ; dans l'avènement d'un changement des pratiques; ainsi que pour aider, en partenariat avec les gouvernements et les entreprises, à la diffusion à tous les échelons des meilleures pratiques et au développement des capacités" (traduction libre de l'anglais par l'auteur de cette note)

² L'Agence Internationale pour l'Energie indique que les fonds dirigés vers l'accès à l'énergie doivent passer de 9 milliards de dollars par an à plus de 48 milliards de dollars par an, si l'accès universel à l'énergie doit être atteint en 2030.

³ <http://www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/pressreleases/2012/08/20/rio-20-a-groundswell-for-putting-our-world-on-a-sustainable-course-says-undp-chief/>